

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°94 – Semaine du 7 avril 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Evolution de l'indice *MSCI Nordic Countries* le 3 avril, après l'annonce de droits de douane additionnels imposés par les Etats-Unis :

-3,2%

L'indice MSCI Nordic reflète la performance des grandes et moyennes capitalisations boursières en Suède, Norvège, Finlande et au Danemark. Composé de 81 valeurs, il représente environ 85% de la capitalisation boursière de chaque pays.

Le CAC 40 a perdu 3,2 %, le Dax 2,5 %, le FTSE 100 à Londres 1,6 % et le FTSE italien 3,5 %.

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a clôturé en baisse de 3,98%, l'indice Nasdaq de 5,97% et l'indice élargi S&P500 a reculé de 4,84%, sa plus forte baisse depuis juin 2020.

Pays nordiques

La Suède, la Norvège et le Danemark se coordonnent dans la régulation des achats en ligne. Les plateformes en ligne Temu, Shein et Wish, sont spécifiquement visées en raison du non-respect des normes européennes de santé et d'environnement. Un projet d'inspection nordique a révélé que 71% des produits inspectés ne répondaient pas aux exigences légales de l'UE. Les ministres des pays nordiques se sont accordés pour défendre la nécessité de mesures au niveau européen.

Le groupe de stabilité nordique-balte a mené un exercice de simulation de crise financière. L'exercice, mené dans les 8 pays nordiques et baltes, avait pour objectif de tester la collaboration et la coordination entre les autorités de la région en cas de crise financière, afin de renforcer la résilience des cadres de gestion de crise. Près de 450 participants, représentant plus de 30

autorités nationales nordiques et baltes ainsi que des institutions de l'UE et du FMI, ont été mobilisés dans le cadre de l'exercice. L'exercice a confirmé l'importance de stratégies de résolution préalablement établies pour les groupes bancaires transfrontaliers et de l'existence d'une structure (collèges de supervision et de résolution) pour faciliter les échanges et la prise de décision.

La Suède et la Finlande ont raccordé leur ligne électrique commune « Aurora ». La liaison entre les deux pays a eu lieu le 2 avril sur la rivière Torne. Ce projet majeur fait partie du programme *Fossil Free Upper Norrland*, visant à soutenir la transition industrielle dans le nord de la Suède. La ligne constituera une « autoroute électrique » entre les deux pays et assurera un approvisionnement en électricité plus fiable pour la région. Sa mise en service est prévue pour décembre 2025.

Danemark

La visite d'État du Roi et de la Reine du Danemark en France, du 31 mars au 2 avril, a été l'occasion de réaffirmer les liens étroits unissant les deux pays, formalisés par la signature d'une déclaration de partenariat stratégique

couvrant un large champ de thématiques communes, de la défense à l'énergie, des politiques de santé à la recherche, à l'innovation et au domaine quantique. Cette déclaration de partenariat stratégique a été accompagnée de la signature de plusieurs accords institutionnels, précisant les modalités du renforcement de la coopération bilatérale dans les trois domaines qui ont constitué le fil conducteur : la défense, l'énergie et la santé. En matière de défense, un accord a été conclu pour l'acquisition par le Danemark d'au moins 250 missiles Mistral 3 à l'équipementier MBDA. Dans le domaine de l'énergie, une lettre d'intention a été signée par les deux ministres français et danois, qui permettra d'intensifier la collaboration dans les énergies renouvelables, notamment éoliennes, le captage et stockage du carbone (CCS), ainsi que le développement du chauffage urbain. En outre, un accord a été signé entre la Commission de régulation de l'énergie française (CRE) et l'Agence danoise de l'énergie, visant à approfondir les synergies institutionnelles. Le domaine de la santé a également fait l'objet d'un engagement bilatéral renforcé pour faire face aux défis sociaux et démographiques communs.

Cette visite a revêtu une forte dimension économique, illustrée par la présence aux côtés du couple royal d'une délégation de 56 entreprises et groupes danois et l'organisation, le deuxième jour, d'un *Business forum* structuré autour des enjeux de résilience dans les domaines de la défense, de la santé et de l'énergie. Cet événement a permis la conclusion de plusieurs accords entre entreprises des deux pays œuvrant sur ces sujets. On peut notamment citer le partenariat entre les associations française et danoise de l'hydrogène, la déclaration de collaboration entre Total Énergies et *European Energy* sur le futur appel d'offres éolien offshore au Danemark, une lettre d'intention de coopération entre Novo Nordisk et Innovhem, ainsi qu'un projet de bourse de recherche entre Ascendis Pharma et la Société Française d'Endocrinologie.

Une série de visites et de rencontres dans Paris et la région parisienne ont jalonné cette visite d'État, la première en France d'un monarque danois depuis 1978. Le Président de la République française s'était rendu en visite d'État au Danemark en août 2018.

Le PIB a augmenté de +3,7% en 2024

, selon les dernières données de l'Institut danois de la statistique (*Statistics Denmark*) – soit une révision à la hausse de 0,1 point par rapport aux dernières estimations publiées. Si l'on exclut le rebond constaté en 2021, postérieurement à la crise de la Covid-19, l'année 2024 enregistre la plus forte croissance depuis 2006. Cette performance est principalement attribuée à l'industrie, et en particulier au secteur pharmaceutique, dont les exportations ont fortement contribué à la croissance. Sans la contribution de ce secteur, la croissance aurait été réduite de moitié, souligne la Confédération de l'Industrie Danoise (*Dansk Industri*).

Une guerre commerciale entre l'Union européenne et les États-Unis pourrait coûter à l'économie danoise jusqu'à 6,3 Md€ et entraîner la perte de 16 000 emplois

, selon une analyse de la Confédération de l'Industrie Danoise (*Dansk Industri*). Ce scénario, établi avant l'annonce le 2 avril des droits additionnels pesant sur l'UE, repose sur une hausse réciproque des droits de douane de 25% sur les échanges bilatéraux (un scénario plus modéré, avec une augmentation de 10%, conduirait à un impact de 2,4 Md€ et 6 000 emplois). Le coût pour le Danemark d'une aggravation des tensions commerciales serait pour l'essentiel (85%) dû aux droits de douane américains sur les importations de biens en provenance d'Europe, les 15% restants résultant des mesures de rétorsion européennes. La baisse de la demande américaine pour les produits danois pourrait réduire les exportations du Danemark de 1,1% à 3% d'ici 2028. Si une baisse éventuelle des taux d'intérêt est susceptible d'atténuer ces impacts à court terme, la contraction des investissements et des échanges commerciaux affaiblirait la croissance à long terme.

Danske Bank élargit son portefeuille et y inclut 30 entreprises du secteur de la défense, jusqu'alors exclues.

Cette décision concerne principalement *Danske Bank Asset Management* et *Danica Pension* (le fonds de pension de Danske Bank), qui gère 67 Md€ d'actifs pour 750 000 clients. Elle marque un tournant stratégique en réponse aux évolutions géopolitiques et aux nouvelles attentes des investisseurs. Les entreprises intégrées dans le portefeuille de la banque développent des technologies telles que des drones, des radars et des simulateurs de combats. Une révision complète de la liste des exclusions devrait être publiée plus tard dans l'année, précisant les nouvelles orientations de la banque en matière d'investissements.

Le Gouvernement et la commune de Copenhague concluent un accord sur une nouvelle ligne de métro.

La ligne M5 comportera 9 stations entre la gare centrale de Copenhague et la future île artificielle Lynetteholm. Cette dernière sera aménagée d'ici 2070 et devrait accueillir 50 000 habitants et près de 30 000 emplois. La première section de la nouvelle ligne de métro sera ouverte en 2036, et l'ensemble de la ligne livrée en 2045. Le Gouvernement et la Ville de Copenhague sont également convenus d'établir un nouveau périphérique à l'est du centre de Copenhague.

La mise en service du tunnel du Femern est retardée.

Selon la société publique *Sund & Bælt* chargée de développer, financer et exploiter les ponts et tunnels au Danemark, l'inauguration prévue pour fin 2029 semble difficilement tenable. Ce report potentiel serait selon elle provoqué par un retard dans la livraison du dernier des quatre navires spécialisés, chargé d'immerger les éléments du tunnel. Par conséquent, l'immersion du premier élément du tunnel, initialement prévue en 2024, ne pourrait être réalisée qu'en 2025. *Sund & Bælt* indique que le calendrier sera réévalué une fois les premiers éléments immergés. A terme, le tunnel, immergé sur une distance de 18 km, comportera une liaison ferroviaire et routière entre Rødbyhavn au Danemark et l'île du Femern en Allemagne. La presse danoise s'était fait l'écho, dans les jours précédents, des retards, en Allemagne, dans l'aménagement des infrastructures routières et ferroviaires à l'île de Femern.

Les entreprises danoises envisagent de se détourner des solutions IT américaines au profit d'alternatives européennes.

Alors que de nombreuses entreprises danoises sont dépendantes d'acteurs américains, une enquête menée par le fournisseur de services cloud *ScanNet* révèle que 58% des 130 entreprises interrogées ont déclaré qu'elles étaient plus susceptibles qu'il y a deux mois d'envisager de remplacer leur fournisseur de cloud américain par une solution européenne. Selon le PDG de *ScanNet*, ces résultats traduisent davantage une prise de position des entreprises danoises qu'un véritable changement des conditions du marché. En effet, plus de 40% des entreprises sondées invoquent des raisons idéologiques. Toutefois, les experts mettent en garde contre une réaction précipitée, soulignant que si la diversification des fournisseurs de solutions IT peut renforcer la sécurité d'approvisionnement, les entreprises américaines restent des acteurs incontournables sur le marché mondial.

Finlande

La Finlande, pays le plus heureux du monde pour la 8^{ème} année consécutive.

La Finlande est en 1^{ère} place du classement du Rapport mondial sur le bonheur 2025 des Nations unies, place qu'elle occupe sans discontinuer depuis 2018. Sur une échelle de 0 à 10, les extrémités représentant respectivement « la pire et la meilleure vie possible », la moyenne finlandaise se situe à environ 7,7. Il s'agit d'une hausse de 0,3 environ depuis 2012, alors que le niveau des autres pays nordiques (Islande exceptée) a légèrement diminué.

Hausse du taux de chômage depuis un an.

Le taux de chômage s'élevait à 9,4% en février en Finlande, contre 7,8% un an auparavant. Le taux de chômage des 15-24 ans atteint 23,9% (+7,1 pp en un an), celui des hommes 10,1% (+1,2 pp) et celui des femmes 8,7% (+ 2 pp). Selon Eurostat, la Finlande a le 2^{ème} taux de chômage le plus élevé de l'UE (6% en moyenne) après l'Espagne, et le taux de chômage masculin le plus élevé de l'UE (5,9% en moyenne).

Un quart des Finlandais ne dispose d'aucune épargne.

Selon une étude de *Danske Bank* publiée le 1er avril, environ un quart des Finlandais déclare ne pas avoir d'épargne (24% pour les hommes et 32% pour les femmes). Plus de la moitié des personnes interrogées (56%) considère avoir assez d'épargne pour assurer ses dépenses courantes sans revenus pendant un maximum de trois mois, et un tiers (35%) assez pour tenir au moins quatre mois. Selon Kaisa Kivipelto, économiste chez *Danske*, la hausse du coût de la vie ces dernières années a érodé le coussin d'épargne des ménages des classes moyennes.

Les prêts non-performants ont continué d'augmenter en 2024.

Le stock de prêts non-performants des banques finlandaises s'élevait à près de 8,5 Md€ fin 2024, soit +12% en un an et +31% en deux ans. Cela représente 1,7% des prêts (+0,2 pp en un an, +0,4 pp en deux ans). Lors des deux dernières années, les prêts non-performants ont particulièrement augmenté dans le secteur de la construction (4,8% de prêts non-performants ; +10% en un an et +116% en deux ans) et pour les sociétés de logement privées (1,8% ; +23% en un an et +865% en deux ans), deux catégories affectées par la

crise de la construction survenue en 2023, dont le pays peine à sortir.

Le gouvernement annonce de nouvelles coupes budgétaires, et une hausse du budget de la défense.

Le 27 mars, le gouvernement a précisé 166 M€ d'économies prévues d'ici 2028 dans les services socio-sanitaires : -50 M€ dans le budget de l'agence de sécurité sociale, -20 M€ pour les services pour les personnes handicapées, -16 M€ pour les soins à domicile, et -15 M€ pour la formation. Le 1^{er} avril, le gouvernement a proposé de porter les dépenses de défense à 3% du PIB d'ici 2029 (contre 2,4% en 2024), soit une hausse de 3,7 Md€ sur quatre ans. Selon le ministre de la défense, Antti Häkkinen, ces fonds serviront à moderniser les équipements blindés, la défense aérienne, les systèmes d'artillerie et l'équipement des soldats.

La Commission européenne sélectionne trois projets de mines stratégiques en Finlande.

La Commission a présenté le 25 mars une liste de projets stratégiques pour l'accès aux matières premières dans l'UE, qui bénéficieront d'une procédure d'octroi de permis accélérée et de conditions préférentielles d'accès au financement. 6 des 47 projets sélectionnés, et 3 des 25 projets miniers inclus, sont situés en Finlande. Les mines concernées sont celle de lithium de Keliber à Kaustinen (ouest du pays), et celles de cuivre, nickel et cobalt de Terrafame à Sotkamo (est) et de Sakatti à Sodankylä (Laponie). Cette dernière est controversée, une partie des gisements étant situés dans la tourbière de Viiankiaapa, zone protégée au titre du projet Natura 2000.

Mise à l'arrêt de la dernière centrale à charbon de Finlande.

La société énergétique de la municipalité de Helsinki, Helen, a fermé le 1er avril sa centrale à charbon de Salmisaari, dans le centre de la capitale. Selon Helen, les émissions annuelles de CO2 du groupe diminueront de 50%, celles de la ville de 30%, et celle de la Finlande de 2%. En 2022, 64% de la production de Helen pour le chauffage urbain était encore issue de la combustion de charbon. La Finlande a décidé d'interdire complètement la production d'énergie à base de charbon à compter du 1^{er} mai 2029.

Déclaration conjointe des fédérations d'employeurs de l'industrie.

Le 5 mars, les fédérations des secteurs technologique, chimique, énergétique et forestier ont présenté au Premier ministre Petteri Orpo une déclaration commune. Cette « déclaration Finlandia », signée par 220 entreprises, appelle le gouvernement à soutenir la demande pour les « produits propres » par des incitations fiscales et les marchés publics, à cibler les aides publiques sur les projets innovants et d'électrification de l'industrie, et à renforcer certains secteurs clés pour la transition verte (infrastructures énergétiques, capture du carbone, accès aux matières premières critiques, hydrogène). En réponse, P. Orpo a souligné qu'il n'y avait « pas d'argent pour tout » et qu'il fallait « hiérarchiser les priorités », dans un contexte de finances publiques dégradées.

Lancement des travaux de l'usine de batteries d'Easpring.

Easpring Finland New Materials (société détenue à 70 % par le groupe chinois *Beijing Easpring* et à 30% par l'entreprise publique *Finnish Minerals Group*) a annoncé le 20 mars le lancement imminent de la construction de son usine de matériaux actifs de cathode (CAM) à Kotka (sud-est du pays). Le démarrage de la production est prévu pour 2027. L'usine emploiera 270 personnes, et vise à produire 500 000 tonnes de CAM par an à terme. Le projet a reçu son permis environnemental en décembre 2024, et le bail pour le terrain nécessaire à la première phase a été signé en janvier.

Valmet supprime 1 150 emplois.

La société, qui emploie environ 19 000 personnes dans le monde dont 4 800 en Finlande, a annoncé le 31 mars un plan de licenciement de 1 150 salariés, dont 395 en Finlande. Spécialisée dans les machines destinées à la production de papier et de pâte à papier, l'entreprise fait face à des conditions de marché dégradées. Le plan de licenciement vise à économiser 80 M€ par an. Le PDG de Valmet, Thomas Hinnerskov, a déclaré : « Nos frais généraux ont augmenté par rapport à notre chiffre d'affaires ces dernières années, et nous voulons améliorer notre rentabilité et notre compétitivité dans l'ensemble de nos opérations ».

Islande

L'inflation passe sous la barre des 4%. L'inflation islandaise a atteint 3,8% en mars 2025, soit son plus bas niveau depuis décembre 2020. Bien que toujours supérieure à l'objectif d'inflation de 2,5%, son niveau se situe désormais dans la bande de tolérance de la Banque centrale islandaise, qui admet une déviation tolérable de 1,5 point de pourcentage. Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale a annoncé le 19 mars 2025 une nouvelle baisse de 25 points de base de son taux directeur, à 7,75%.

Nouvelle éruption à Reykjanes. Une nouvelle éruption volcanique a eu lieu sur la péninsule de Reykjanes le 1^{er} avril 2025. Il s'agit de la huitième éruption le long de la série de cratères de Sundhnúkur et de la onzième depuis le début des éruptions sur la péninsule en mars 2023. La ville de Grindavik ainsi que le Blue Lagoon ont été évacués immédiatement avant de pouvoir retrouver une activité normale dès le lendemain. La lave a traversé les barrières défensives érigées au nord de Grindavik à la faveur d'une nouvelle fissure.

1,8% de croissance attendue en 2025. Selon les prévisions de l'Institut national des statistiques islandais, la croissance islandaise pour 2025 devrait être de 1,8% du PIB, principalement tirée par une hausse de la demande intérieure et malgré un léger recul des revenus des exportations. *Statistics Iceland* s'attend à ce que la tendance s'accélère en 2026 avec 2,7% de croissance.

Le Gouvernement prévoit de doubler ses recettes fiscales provenant de la pêche. Le gouvernement islandais a présenté le 25 mars 2025 un projet de loi modifiant le régime des redevances de pêche payées par les entreprises du secteur. La valeur des pêches de morue et d'aiglefin sera basée sur les prix pratiqués sur le marché islandais. Faute d'un marché domestique suffisamment développé, la valeur des pêches de hareng, de maquereau et de merlan sera basée sur les prix pratiqués sur le marché norvégien. La mesure devrait permettre de doubler les recettes fiscales générées par les activités de pêche pour un montant de 20 Md ISK (140 M€). Soumis à consultation pour une période de neuf jours, le projet de loi suscite de vives réactions de la part des entreprises concernées.

L'Islande compte parmi les pays les mieux connectés au monde. Selon l'organisation *FTTH Council Europe*, 97,5% de la population islandaise (au 1^{er} rang européen) dispose d'une connexion internet très haut débit par la fibre. Le pays arrive également quatrième au classement mondial de la vitesse d'internet par pays du service de test de débit internet *Speedtest.net*, derrière Singapour, les Emirats arabes unis et Hong Kong et avec un temps de latence de 3 millisecondes.

Hausse importante des revenus de l'aquaculture. L'Islande a produit 54 800 tonnes de poissons en pisciculture en 2024, un chiffre en hausse de 10% d'une année sur l'autre. Le saumon représente l'essentiel de ce volume, avec 49 300 tonnes produites. La production d'omble chevalier enregistre une baisse de 8% en glissement annuel, avec 4 800 tonnes produites. La valeur d'exportation des produits aquacoles enregistre une hausse de 17% par rapport à l'année précédente et atteint 53,8 Md ISK (374 M€) en 2024.

Le nouveau gouvernement prévoit un budget à l'équilibre à partir de 2028. Dans son plan budgétaire pour 2026 à 2030 présenté le 31 mars 2025, le gouvernement islandais annonce maintenir et renforcer les efforts d'assainissement des finances publiques engagés par le gouvernement précédent. Une augmentation limitée des dépenses publiques sur les prochaines années devrait permettre de présenter un budget excédentaire à partir de 2028, malgré un déficit de 25 Md ISK (174 M€) anticipé pour l'année en cours.

L'Islande rétrogradée à la 2^{ème} place du classement des pays de l'OCDE pour l'égalité des sexes sur le marché du travail. Alors qu'elle occupait la 1^{ère} place de ce classement depuis deux ans, l'Islande arrive en 2^{ème} position de l'édition 2025 du *Glass Ceiling Index* publié par *The Economist*, derrière la Suède. La performance de l'Islande pour l'accès des femmes aux plus hautes fonctions politiques est très bonne en 2025, des femmes occupant les postes de Présidente de la République, de Première ministre, de cheffes des partis de gouvernement, de Présidente du Parlement et de maire de Reykjavik.

Norvège

Maintien des taux directeurs à 4,5%. La Norges Bank a annoncé le 27 mars le maintien des taux directeurs à 4,5%. Deux baisses successives pourraient néanmoins être annoncées courant 2025.

Accord des partenaires sociaux sur une augmentation des salaires de 4,4%. Avec l'aide du médiateur du Royaume, la confédération syndicale *Landsorganisasjonen i Norge (LO)* et l'organisation patronale NHO se sont accordés, le 31 mars, sur une hausse des salaires de 4,4% en 2025. Ce chiffre sera d'abord appliqué dans le secteur de l'industrie et servira de base pour les négociations salariales dans les autres branches.

Déplacement ministériel en France sur le thème de la décarbonation. Le 31 mars s'est tenu à Paris le 3e Forum Industrie Verte, portant sur les thématiques de la décarbonation de l'industrie et de l'énergie, et des matières premières critiques. A cette occasion, la ministre norvégienne du commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth, a rencontré Marc Ferracci, ministre de l'industrie et de l'énergie, ainsi que Laurent Saint-Martin, ministre du commerce extérieur. Une délégation d'entreprises norvégiennes s'est ensuite rendue, les 1er et 2 avril, en Normandie pour une *Learning expedition*, comprenant notamment la rencontre du Président du Conseil régional, Hervé Morin, ainsi que les principaux acteurs économiques de la région.

Livre blanc sur la compétitivité de l'industrie norvégienne. La ministre du commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth, a présenté le 28 mars 2025 un livre blanc identifiant six priorités de l'industrie norvégienne : développement et utilisation des nouvelles technologies, soutien à l'accès à une énergie propre et abordable, ainsi que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé son intention de transposer dans le droit norvégien le règlement de l'UE sur les matières premières critiques (CRMA).

AELE: montants des droits de douane évités. Le dernier rapport AELE *FTA Monitor 2023* présente les montants des droits de douane que la Norvège a évités dans ses échanges avec ses principaux partenaires commerciaux au cours de l'année 2023. L'accord de l'EEE a fait économiser aux entreprises norvégiennes 490 M€ de droits de douane à l'export et 140 M€ à l'import avec l'UE contre 175 M€ au titre des exportations et 17,8 M€ au titre des importations depuis les autres pays membres de l'AELE. L'accord de libre-échange avec le Royaume-Uni aurait quant à lui permis une économie de 67 M€ pour les exportations.

La Norvège invitée à rejoindre le programme européen *Readiness 2030*. Le 19 mars 2025, la Commission européenne a invité la Norvège à prendre part à son programme d'investissements militaires *Readiness 2030*, qui fait suite aux annonces sur *ReArm* du 6 mars. Le dispositif prévoit 800 Md€ d'investissements pour l'acquisition de matériel militaire et la création d'un fonds d'emprunt (SAFE) de 150 Md€. Le ministre norvégien de la défense Tore O. Sandvik s'est dit favorable à cette main tendue : « *pour les entreprises norvégiennes qui produisent munitions et armes, le plan européen est une mine d'or* ».

Entrée en vigueur de la directive européenne sur l'IA et initiatives norvégiennes. L'entrée en vigueur en Norvège du Règlement européen *AI Act* sur l'intelligence artificielle sera accompagnée par la création d'un centre national pour l'innovation et l'usage éthique de l'IA dans le secteur public et privé (KI-Norge). Ce nouvel organisme coopèrera étroitement avec le Ministère du numérique et de l'administration publique, l'Autorité nationale des communications (*Nkom*) et *Datatilsynet* (équivalent du CSA).

De nouveaux partis politiques en faveur du nucléaire civil. Le parti conservateur, principal parti d'opposition, et le parti du centre (parti agraire, anciennement membre de la coalition

gouvernementale) ont, tous deux, adopté des motions en faveur du développement et de la construction de centrales nucléaires pour un usage civil en Norvège lors de leurs conventions nationales respectives (20-21 mars et 29-30 mars), en vue des élections législatives de septembre 2025.

Investissements du Fonds souverain dans l'éolien au Danemark et en Allemagne.

Le Fonds souverain a fait l'acquisition pour 141 M€ de 49% des parts de Thor et Nordseecluster, deux champs éoliens offshore en cours de réalisation au Danemark et en Allemagne. Ces projets sont pilotés par le groupe allemand RWE.

Lancement de la deuxième phase du projet CCS Northern Lights.

Northern Lights JV a remis le 1er avril au ministre de l'énergie le plan d'extension du projet pour augmenter la capacité de stockage de 1,5 Mt à 5 Mt de CO₂ par an. A cette occasion, les trois actionnaires Equinor, TotalEnergies et Shell ont annoncé un investissement de 663 M€ pour la construction des nouvelles infrastructures. La compagnie suédoise *Stockholm Exergi* a signé le 27 mars 2025 un contrat pour le stockage 0,9 MtCO₂/an à partir de 2028.

Nouvelle subvention pour le gisement de terres rares de Fens.

Le gouvernement a annoncé le versement d'une subvention de 0,44 M€ à la commune de Nome, sur le territoire de laquelle se situe le gisement de Fen. Cette enveloppe s'ajoute à une première subvention de 0,22 M€ en 2024. Elles visent à participer à la mise en œuvre des investissements d'aménagement du territoire, qui relèvent de la responsabilité de la municipalité et doivent être couverts par le budget ordinaire de la municipalité.

Lancement historique depuis Andøya.

Le 30 mars 2025, la fusée orbitale Spectrum (30m, 50t), développée par la start-up allemande *Isar Aerospace*, a décollé depuis le spatioport d'Andøya. Après 30 secondes de vol, la fusée s'est retournée et s'est échouée en mer de Norvège, à 300 mètres du pas de tir. Le test a toutefois permis de recueillir une grande quantité de données en vue des prochains tirs (2 tirs prévus d'ici la fin de l'année). La base spatiale d'Andøya veut ainsi procéder au lancement

du premier satellite depuis le sol européen (hors Russie).

Le contrat de maintenance des F-35 à 215 M€ attribué à Kongsberg.

Le ministère de la défense a confié à *Kongsberg Aviation Maintenance Services* l'entretien des F-35 à Rygge pour les 15 années à venir. Ce contrat permet de créer 200 nouveaux emplois ainsi que de construire de nouveaux locaux de 5000 m².

Les redevances de navigation aérienne atteignent des niveaux records.

Depuis 2021, le gestionnaire des aéroports civils norvégiens Avinor a perçu un total 176 M€ au titre de la taxe payée par les compagnies norvégiennes et étrangères qui survolent le territoire norvégien. Les montants ont atteint un niveau inégalé depuis le début de la guerre en Ukraine et l'obligation pour les compagnies occidentales de contourner l'espace aérien russe. La Norvège est un pays de survol attractif en raison de sa proximité géographique avec le pôle Nord qui constitue un raccourci pour de nombreux vols intercontinentaux, et en raison de la compétitivité de ses taxes de survol en comparaison de celles de ses voisins européens.

Suède

Le gouvernement réitère son soutien à une réponse européenne concertée suite à l'entrée en vigueur des droits de douane additionnels américains.

Le Premier ministre suédois U. Kristersson, la ministre des finances E. Svantesson et le ministre chargé du commerce extérieur, B. Dousa, ont tenu un point presse le 3 avril pour évoquer les conséquences de l'annonce de droits de douane additionnels imposés par les Etats-Unis. Le Premier ministre a réaffirmé la volonté de la Suède de défendre une position de négociation et de désescalade avec les Etats-Unis, une accélération du calendrier des accords de libre-échange en cours de conclusion ou de révision par l'UE (Mercosur, Mexique, Inde) et a réitéré son soutien à une réponse européenne coordonnée. Il a également insisté sur la solidité des finances publiques suédoises pour soutenir l'économie si nécessaire, et sur l'importance du chantier de simplification au niveau européen (la Suède réalisant plus de 60% de ses échanges commerciaux avec des pays de l'UE). La ministre des finances a précisé que l'impact sur le PIB suédois de ces mesures tarifaires était estimé entre -0,15% et -0,4% du PIB (en fonction de la sensibilité de la demande aux prix des produits visés). La veille, le ministre chargé du commerce extérieur avait indiqué que les droits de douane additionnels américains étaient « injustifiés » et « sans fondement », considérant que les écarts tarifaires entre les Etats-Unis et l'UE étaient « tout au plus d'une fraction d'un pourcent, et non de l'ordre de dizaines de pourcents ». La Suède a mentionné, parmi les produits essentiels pour son industrie, le kaolin (minéral argileux utilisé notamment dans la production de pâte à papier, des cosmétiques et des produits pharmaceutiques), le bois de chêne, la soude et la pâte au sulfate, ainsi que certains articles en plastique. Le gouvernement réunira les filières et syndicats professionnels concernés pour évoquer les enjeux sectoriels à court terme liés à ces mesures tarifaires.

Le gouvernement révisé ses prévisions de croissance du PIB à +2,1% en 2025.

Selon les prévisions actualisées du gouvernement, la croissance du PIB devrait atteindre 2,1% en 2025 (après une prévision à +2% en décembre 2024) et +2,8% en 2026 (contre +3% en décembre dernier). L'inflation devrait en revanche

progresser en 2025 : l'indice des prix à la consommation à taux fixe (hors effet des taux hypothécaires) devrait atteindre 2,5% (contre 2% selon les prévisions de décembre 2024 du gouvernement), puis ralentirait en 2026 pour revenir, comme en 2024, à 1,9%, sous la cible fixée par la banque centrale (IPC à taux fixe à 2%).

L'appréciation de la couronne suédoise par rapport au dollar et à l'euro s'accélère en ce début d'année.

Considérée par la Banque de Suède et la majorité des analystes bancaires comme sous-évaluée par rapport à ces deux devises, la couronne suédoise (SEK) a enregistré la plus forte appréciation parmi les dix devises les plus échangées au monde (« G10 ») depuis le 1^{er} janvier 2025. Au T1 2025, elle a progressé de +6,5% par rapport à l'euro (10,72 SEK/€) et de +9,8% par rapport au dollar (11,76 SEK/USD). Cette performance est soutenue par l'appétence des investisseurs pour les marchés d'actions suédois et européens (au détriment du marché américain), les perspectives économiques et d'investissement en Suède (notamment dans le secteur de la défense) et les incertitudes concernant la croissance économique américaine qui pourrait conduire la Fed à baisser ses taux d'intérêt.

Les partenaires sociaux s'accordent sur une augmentation des salaires de +6,4% sur deux ans pour 3,5 millions de salariés.

Selon « l'accord industriel » de 1997, qui établit l'ordre des priorités pour les négociations salariales, l'industrie, en tant que secteur le plus exposé à la concurrence, négocie en premier. Ce secteur comprend 500 conventions collectives, représentant 3,5 millions de salariés. L'accord, qui sert de référence pour l'ensemble du marché du travail, s'étend du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2027, avec une augmentation salariale de +3,4% la première année et de +3% l'année suivante.

Le gouvernement empruntera 28 Md€ (300 Md SEK) pour financer un plan de réarmement militaire.

Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a annoncé que ce plan, financé

par emprunt, s'étendra jusqu'en 2035. La Suède prévoit de porter les dépenses de défense à 3,5% du PIB d'ici 2030, contre 2,4% aujourd'hui. Parmi les mesures présentées à court terme, un paquet d'environ 9 M€ (96 M SEK) a été alloué pour lutter contre les menaces hybrides dans le cadre du prochain budget de printemps. De plus, 4,6 M€ (50 M SEK) seront attribués à la Garde côtière et 2,3 Md€ (25 Md SEK) à la Direction des matériels de défense pour l'achat de nouveaux équipements.

5 projets suédois miniers et liés aux matières premières critiques sont reconnus comme stratégiques par l'UE.

La Commission européenne a attribué le statut de « projets stratégiques », dans le cadre du règlement de l'UE sur les matières premières critiques, à ces cinq initiatives. Les projets concernés sont l'extraction de graphite par Talga, le projet Northvolt Revolt de recyclage de batteries (en procédure de faillite comme sa maison mère), ainsi que les trois projets de LKAB dans le cadre de l'initiative ReeMap (extraction de terres rares à Malmberget, gisement de Per Geijer à Kiruna et parc industriel de Luleå). Les entreprises responsables de ces projets stratégiques bénéficieront d'un accompagnement des autorités tout au long du processus d'autorisation et recevront, si nécessaire, des conseils et un soutien financier pour leur mise en œuvre.

Northvolt emploiera environ 1 700 personnes dans le cadre de sa poursuite d'activité.

L'administrateur judiciaire de Northvolt, Mikael Kubu, a confirmé que la société de batteries a conclu un accord de principe avec les parties prenantes concernant les garanties financières nécessaires à la poursuite de son activité. Northvolt comptait 5 000 employés lors de sa faillite, dont 3 000 à Skelleftea. En parallèle, le gouvernement a demandé à *Business Sweden* d'initier un dialogue avec tous les acteurs pour une relance de la production de batteries en Suède.

La Suède est le 2^{ème} contributeur bilatéral au Fonds d'adaptation.

Cette année la Suède apportera un soutien de 12 M€ (130 M SEK) au Fonds. Le Fonds d'adaptation est un fonds climatique international qui finance des projets et programmes dans les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires, pour les aider à s'adapter aux effets du

changement climatique. Le directeur du Fonds s'est rendu à Stockholm le 31 mars pour rencontrer le ministre du commerce extérieur, afin de discuter des résultats obtenus par le Fonds. Depuis la création du Fonds en 2009, la Suède a contribué à hauteur de plus de 200 M USD.

Le plan de soutien militaire du gouvernement à l'Ukraine s'élève à 2,7 Md€ pour 2025.

Le 31 mars, le gouvernement suédois a annoncé le plus important plan de soutien militaire à l'Ukraine à ce jour. D'une valeur de près de 1,5 Md€ (16 Md SEK), ce plan porte l'aide militaire suédoise à l'Ukraine à 2,7 Md€ (29,5 Md€) pour 2025. Depuis le début du conflit en 2022, la Suède a fourni environ 7,4 Md€ (80 Md SEK) d'aide militaire à l'Ukraine, ce qui représente 1,25% de son PIB.

Le Haut Conseil suédois pour le Climat recommande de nouvelles mesures pour réduire les émissions.

Dans son rapport 2025 sur la politique environnementale, il déplore la hausse des émissions nationales en 2024 (+6,4% au 3^{ème} trimestre 2024 en glissement). Les principales recommandations du rapport sont d'augmenter les puits de carbone forestiers (LULUCF), réduire les émissions des secteurs non couverts par le marché du carbone ETS et veiller au maintien et à la mise en œuvre du paquet européen « Fit for 55 ». Le gouvernement souligne que des mesures pour atteindre les objectifs climatiques seront annoncées. Il a également chargé le Comité parlementaire suédois de réévaluer les objectifs pour 2030.

Håkan Samuelsson DG de Volvo Cars.

Håkan Samuelsson a de nouveau été nommé Directeur général par le Conseil d'administration de Volvo Cars. Dirigeant du constructeur automobile entre 2012 et 2022, Håkan Samuelsson avait supervisé l'introduction en bourse de l'entreprise. Le départ de Jim Rowan s'inscrit dans le contexte d'une chute de plus de 70% du cours de l'action ces trois dernières années.

Varo Energy rachète Preem.

La société énergétique suisse Varo Energy rachète le groupe pétrolier suédois Preem, ce qui inclut les raffineries de Lyskil et Göteborg, ainsi que le réseau de dépôts et de stations-service. L'opération est soumise à l'approbation de la Commission européenne et de l'Inspection des produits stratégiques (ISP). Elle devrait s'achever au second semestre 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-1,2	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

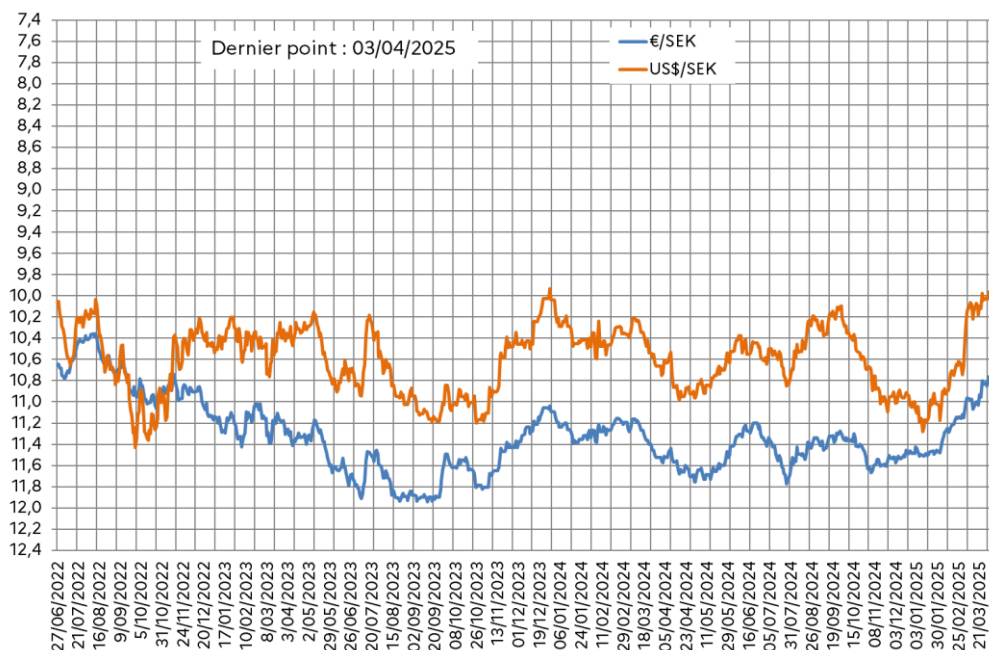
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	8,4	8,6	2,8	4,7	3,4	2	1,3
Danemark	7,7	3,3	1,4	0,9	1,6	1,3	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,8	0,5	1	0,9
Norvège	5,8	5,5	3,2	4,2	3	2,8	2,4
Islande	8,3	8,8	5,9	7	5,7	5,9	4,9

Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

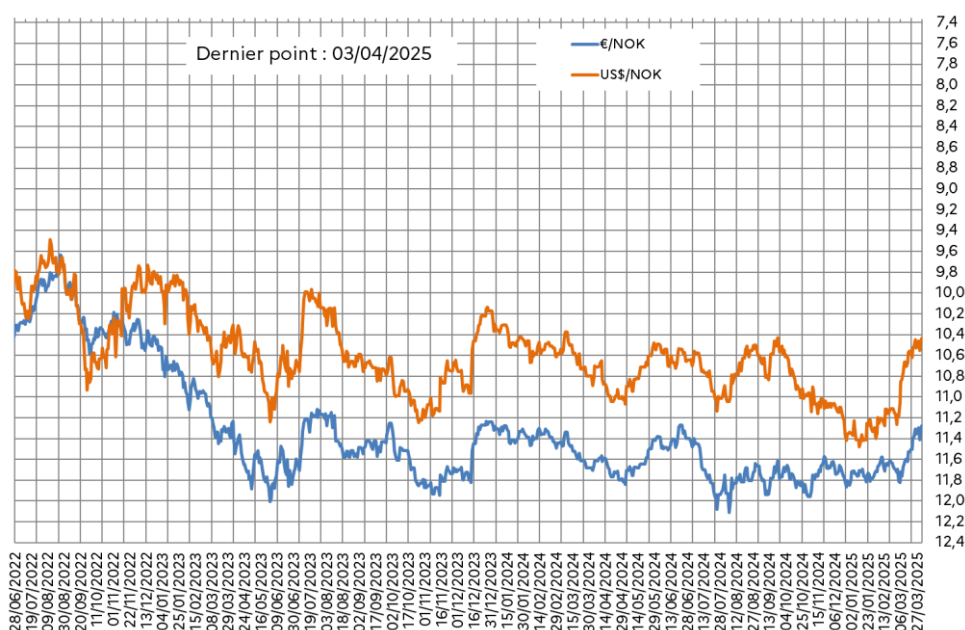
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr